

INSTITUT C.D. HOWE

Une étude privilégiée le soutien aux enfants «à risque»

Les auteurs se prononcent contre le financement d'un programme de garderie universel



Marie-Josée
Montminy

marie-montminy@lenouvelliste.qc.ca

Irois-Rivières — Les auteurs d'une étude publiée par hier l'institut C.D. Howe se prononcent contre le financement de programmes de garderie universels par le gouvernement fédéral. Les conclusions du document intitulé «Marchons avant de courir: Une mise en garde à propos des services de garderie» privilégient l'accès à des services de garde de qualité pour les familles «à risque».

Les chercheurs de l'Institut Howe ont entre autres analysé les coûts et les bénéfices de la «garde d'enfants non parentale et de l'éducation à la petite enfance». Ils appuient des observations américaines démontrant que les bénéfices de la fréquentation des services de garde varient en fonction de l'écart entre la qualité dudit service et la vie à la maison.

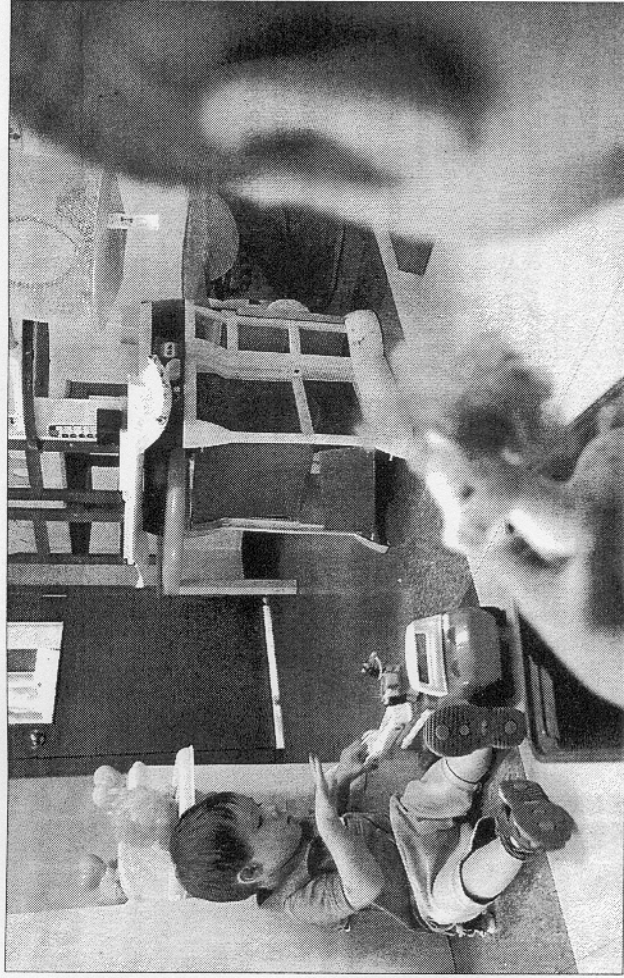
Selon ces recherches, les effets positifs seraient plus importants chez les enfants du milieu plus défavorisés. Même si elle émet en question certains aspects de l'étude de l'Institut Howe, Marie-France

Lemieux, directrice du Regroupement des centres de la petite enfance des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, confirme le constat concernant les clientèles identifiées comme «à risque».

«Il y a des enfants qui arrivent en CPE avec un manque de stimulation. On va les aider, par exemple, à développer leurs habiletés langagières. Aussi, certains enfants ont accès une meilleure alimentation à la garderie, ce qui a un impact au niveau du cerveau. On peut également aider les parents à développer leurs compétences parentales», énumère Mme Lemieux.

Par contre, l'effet inverse peut être observé. «Il y aurait même une suggestion, à l'autre extrémité de l'éventail de revenus, que les enfants de familles très aisées pourraient bien être défavorisés par un service de garderie dont la qualité est inférieure à celle du milieu familial», écrivait l'Américain Steven Barnett en 1995, cité par les chercheurs canadiens.

A ceci, Mme Lemieux répond que le contact entre enfants de différentes classes sociales ne devrait pas causer de problèmes. «Des enfants, ça demeure des enfants, peut importe les moyens de leurs parents. Les enfants de milieux aisés-



Une étude de l'Institut C.D. Howe déconseille au gouvernement de financer un programme de services de garde universel.

PHOTO: LA PRESSE

n'évoluent pas toujours seulement dans un milieu privilégié. Du point de vue des enfants, les programmes de garde universels sont les meilleurs», considère-t-elle.

Les recommandations

Les chercheurs de l'Institut Howe recommandent que les catégories de familles ciblées aient accès à des programmes de garderie «de qualité raisonnable».

Ils croient aussi que les services devraient être situés dans les quartiers où se trouvent plus de familles à risque, et que les frais de garde devraient varier en fonction du revenu au lieu d'être universels (comme c'est le cas au Québec).

Rappelons que le budget 2006 du gouvernement conservateur octroie aux parents une allocation annuelle de 1200 \$ pour chaque enfant de moins de six ans.

Les auteurs de l'étude jugent que les familles admissibles aux allocations devraient avoir le choix entre les centres subventionnés par l'État, les garderies

accréditées exploitées par des organismes sans but lucratif, ou les sociétés à but lucratif autorisées.

Tort aux enfants?

Les bénéficiaires de la garderie pour les enfants de milieux socioéconomiques plus vulnérables sont mesurés. Mais... «Qu'en est-il des enfants «sans risque» des familles biparentales stables de classe moyenne? Sont-ils également avantageés par les programmes de garderie?», demandent les chercheurs de l'Institut Howe.

«Bien que bon nombre soutiennent que tel est le cas, les auteurs d'une importante étude menée récemment sur l'expérience québécoise depuis la création des CPE sont d'avis contraire», répondent-ils, en faisant référence à une étude publiée l'hiver dernier faisant état de niveaux d'hyperactivité, de manque d'attention et d'agressivité plus élevés chez les enfants qui fréquentaient les CPE. »